



---

**CHERCHONS DOLLARS DESEPEREMENT**

Avant même la dernière réunion avec le gouvernement, la Contra avait commencé une campagne pour trouver un financement militaire. Les Etats-Unis pourraient avoir défini un nouveau plan.

**RAPPORT DE LA COMMISSION DE VERIFICATION**

A la demande du gouvernement nicaraguayen, la Commission de vérification des accords de Sapoá a rendu son rapport sur les positions de la délégation gouvernementale lors de la dernière rencontre avec la Contra. Elle atteste ainsi des efforts faits pour trouver une issue négociée au conflit.

**DEUX CONCEPTIONS IRRECONCILIABLES DE LA DEMOCRATIE**

Au Nicaragua, tout le monde se réclame de la démocratie. Mais comme on s'en doute, sous ce terme se cache des contenus fort différents.

**L'INTEGRATION REGIONALE, SEULE ISSUE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE L'AMERIQUE CENTRALE**

L'endettement des pays d'Amérique centrale en proie à une grave crise économique s'accroît au fil des ans. L'intégration régionale, dont la CEPAL et divers gouvernements centraméricains reconnaissent l'urgente nécessité, semble être la seule issue pour le développement de l'isthme.

**PANAMA: DOUZE MOIS DE MESAVENTURES POUR LES ETATS-UNIS**

A un an, commençait au Panama une vague de sédition orchestrée par Washington visant à éliminer le général Noriega, qui s'opposait à toute révision des traités Carter-Torrijos concernant le canal. M. Solis Palma, actuel président du Panama, dresse le bilan des échecs de la politique reaganienne dans son pays.

**EN BREF :**

- LE GOUVERNEMENT NICARAGAYEN PROPOSE DE RENOUER LES CONVERSATIONS AVEC LA CONTRA
- LE MAJOR WHELOCK EVOQUE LA POSSIBILITE DE PROVOCATIONS MILITAIRES DU HONDURAS

---

40 P 11481

## CHERCHONS DOLLARS DESESPEREMENT

par Sergio Ferrari.

**Managua, (ANN). Quelques heures à peine après la réunion de Managua, au cours de laquelle la Contra a montré clairement qu'elle avait choisi de reprendre le sentier de la guerre, Adolfo Calero, habitué des couloirs de la Maison Blanche, est revenu à la charge, faisant appel à la "charité" de l'Administration Reagan pour sauver le projet contrarévolutionnaire.**

Le vendredi 10 juin, Adolfo Calero, grand absent de la cinquième réunion entre le gouvernement et la Contra, a déclaré à Washington que la tâche primordiale de la "Résistance" est désormais de trouver un nouveau financement militaire. "Les Sandinistes veulent qu'on s'épuise en discussions, ce qui n'a aucun sens", a-t-il précisé, s'exclamant aussitôt: "Nous avons besoin d'une aide militaire".

Bien que la situation politique aux Etats-Unis ne soit pas des plus favorables pour la Contra, la carte que jouent Calero et la CIA est de fomentier une initiative bipartite, lancée par dix membres du Congrès. Ces derniers, avant même la dernière réunion et plus précisément depuis le 1er juin, se sont mis en campagne en envoyant une lettre à Ronald Reagan pour solliciter que "la Maison Blanche demande une nouvelle aide militaire".

Suivant un raisonnement primaire, l'ancien gérant de la Coca-Cola et agent de la CIA depuis de nombreuses années, a présenté ainsi sa position: "Les actions militaires de la Contra ont obligé les Sandinistes à signer les accords d'Esquipulas. L'arrêt de l'aide militaire leur a permis de ne pas respecter leurs engagements.

C'est pourquoi maintenant l'aide militaire est absolument nécessaire pour contribuer aux négociations". On ne voit pas très bien à quelles négociations se référerait Calero 24 heures après que la Contra a tenté à nouveau d'en finir avec le processus commencé à Sapoá en refusant toute possibilité d'avancer dans la discussion.

La campagne systématique que la Contra mène depuis toujours pour se faire attribuer une aide militaire a donc connu un regain d'activité début juin, ce qui ne fait que confirmer ce que l'on sentait lors de la dernière rencontre à Managua. La Contra n'a aucune envie d'arriver à un accord dans les conditions actuelles, et malgré la situation difficile qu'elle traverse, elle pourrait retrouver, dans son rôle de bras mercenaire, un poids qu'elle n'a plus en ce moment.

En effet, l'article publié la semaine dernière par le "Miami Herald" ne manque pas de fondement: le quotidien reprend l'opinion de fonctionnaires du département d'Etat qui souhaitent maintenir la Contra en vie non pas comme une véritable armée de 30'000 hommes selon ce

que prévoyait le plan initial, qui a échoué, mais comme une force de pression plus petite - entre 2 et 4'000 combattants - et disposant d'un armement sophistique.

L'attitude de Calero qui cherche désespérément des dollars fait pendant à la position inflexible de Bermudez et à celle, timorée et hésitante, des autres membres de la Direction lors de la réunion des 7, 8 et 9 juin. Signer un accord de paix aurait coupé court à toute possibilité de trouver une aide militaire et la Contra n'aurait guère pu faire autre chose que d'accepter l'aide humanitaire prévue par les accords de Sapoá pour les Forces irrégulières sur le terrain. Entre cette aide pour la base et un financement militaire, certes difficile mais pas impossible à obtenir, reçu directement par le sommet, il ne pouvait y avoir d'hésitation. Les chefs ont choisi la deuxième solution, au détriment des combattants, qui pourtant, selon eux, "sont en train de mourir de faim" au Nicaragua.

On comprendra pourquoi la délégation Contra a empêché toute négociation avec le gouvernement, malgré la souplesse de ce dernier et sa volonté d'arriver à un consensus. La Contra a choisi la guerre puisqu'elle a encore la possibilité d'ajouter une figure au ballet des dollars et de danser au rythme de la "charité" étatsunienne. "Les dollars sont de l'amour" dit un proverbe latino-américain. Dans ce cas, les dollars sont de la mort pour la nation nicaraguayenne.

## RAPPORT DE LA COMMISSION DE VERIFICATION

par Arqueles Morales.

**Managua, (ANN). Tandis que les chefs de la Contra, sous la direction de l'ancien colonel de Somoza, Enrique Bermudez, déclaraient à Miami et au Honduras que les conversations de paix avec les Sandinistes sont terminées et alors qu'ils s'apprêtent à livrer bataille...**

**Pour obtenir des Etats-Unis un nouveau financement, la Commission de vérification, formée du cardinal Obando et du secrétaire général de l'OEA Joao Baena Soares qui étaient témoins des conversations, a affirmé que le gouvernement du Nicaragua a fait des propositions concrètes pour parvenir à la paix.**

Le gouvernement a en effet demandé aux deux témoins un rapport sur les positions de sa délégation lors de la dernière réunion avec la Contra les 7, 8 et 9 juin. La Commission de vérification y atteste, parmi les points les plus importants de la rencontre, que le gouvernement fait des efforts pour que l'esprit des accords de Sapoá soit maintenu, pour que la Commission de vérification ne disparaisse pas, pour que la trêve soit prolongée et pour que de nouvelles conversations soient entamées afin de parvenir à un cessez-le-feu définitif. En un mot, le gou-

vernement recherche fermement une issue politique négociée et réaffirme que les principes ratifiés à Sapoá sont toujours en vigueur.

Le premier point relevé par la commission est important dans la mesure où c'est la volonté de respecter les accords de Sapoá qui a déterminé la souplesse de la délégation gouvernementale reconnue dès la fin des conversations par J. Baena Soares: "La position de la délégation gouvernementale a été constructive, quoique je ne doive pas donner mon avis sur l'attitude des parties". Si l'esprit de Sapoá ne peut pas survivre, la seule alternative est alors de poursuivre la guerre, bien que l'on estime que la Contra ne dispose plus de la capacité militaire qu'elle avait au début des conversations à cause de ses divisions internes et de la démobilisation volontaire d'un bon nombre de ses combattants.

Le second aspect évoqué n'est pas moins capital parce qu'il témoigne de la confiance des Sandinistes envers la Commission de vérification nommée par les deux parties, alors que l'un de ses membres est le cardinal Obando, l'un de ceux qui s'opposent le plus ouvertement au gouvernement. Le cardinal a d'ailleurs fait honneur à son rôle, déclarant aux journalistes qu'il a invité la délégation de la Contra non seulement à abandonner ses positions intransigeantes et à poursuivre les conversations, mais également à mettre en liberté une partie des séquestrés, engagement que la Contra a pris mais qu'elle ne semble pas prête à respecter.

Quant à la trêve, sa prolongation ouvrirait les portes à de nouvelles rencontres dans l'espoir de parvenir au cessez-le-feu définitif et d'éviter de nouveaux massacres et de nouvelles destructions, puisque les spécialistes pensent que si la guerre reprend, il est peu probable que l'on puisse l'arrêter.

En ce qui concerne le dernier point, une nouvelle rencontre s'avère indispensable pour assurer la continuité d'un processus qui devrait mettre fin au conflit. Mais Bermudez et son groupe, appuyés par R. Reagan, semblent décidés, au mépris de l'opinion de la communauté internationale, à rompre les négociations, à enterrer Esquipulas et Sapoá et à poursuivre une guerre que, selon beaucoup d'observateurs, ils ont déjà perdu.

## DEUX CONCEPTIONS IRRECONCILIABLES DE LA DEMOCRATIE

par Roberto Garcia Boza

**Managua, (ANN). Les conversations entre le gouvernement et la Contra ont provoqué un débat contradictoire qui a révélé encore plus crûment que la révolution, la Contra et l'ensemble disparate des partis d'opposition ont des conceptions radicalement opposées de la démocratie.**

Tous les jours, les bulletins d'information diffusés par certaines radios, les journaux de droite favorables aux Etats-Unis, ceux du centre ou de tendance "communiste" sont d'accord pour dire que la démocratie est précisément l'inverse de ce que font les Sandinistes. La méthode employée par tous ces médias pour nier l'existence de la démocratie au Nicaragua consiste à en parler toujours en termes généraux et quelque peu simplistes en l'extrayant de la réalité vivante du pays et du cadre de la guerre impérialiste. Les déclarations que Pablo Antonio Cuadra, l'un des directeurs du quotidien "La Prensa", a faites à Austin (Texas) illustrent bien cette tactique de la généralisation: "Il n'existe pas une démocratie bourgeoise et une démocratie prolétarienne, ni une démocratie réactionnaire et une démocratie progressiste. Il y a ou il n'y a pas de démocratie".

Enrique Bolaños, par contre, affirme que le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP) dont il est le président va continuer à lutter pour la paix et la liberté des entreprises parce que tant que n'existera pas la liberté de l'économie de marché il ne pourra y avoir de liberté tout court au Nicaragua.

Des déclarations d'E. Bolaños, certainement moins subtil que P.A. Cuadra, l'on déduit que pour lui, la liberté est celle dont jouit un groupe minoritaire, ce même groupe qui, par le passé, avait instauré sa "démocratie" au Nicaragua, au nom du pouvoir impérialiste. Cette conception exprimée par E. Bolaños signifie en fait le retour à l'absence de démocratie, la substitution de la démocratie participative et représentative des intérêts de la population par une démocratie fictive qui prive le peuple de ses droits, lui retire par exemple le droit à la terre en abolissant la réforme agraire, reprend les entreprises devenues propriété collective, remplace les décisions de la nation par celles de l'ambassade des Etats-Unis, offre à nouveau les richesses naturelles du Nicaragua à l'empire qui a financé la guerre aussi pour cela, en un mot lui font cadeau de toute l'économie, comme ont su si bien le faire les Somoza et la bourgeoisie dépendante.

La politique est l'expression concentrée de l'économie et le concept de démocratie défendu par les partis d'opposition, y compris celui qui se fait appeler communiste, et celui de groupes privilégiés qui ont perdu le pouvoir politique tout en gardant une partie du pouvoir économique.

Rappelons que dans la Grèce antique, seuls avaient des droits "démocratiques" ceux qui possédaient des esclaves.

Le document d'Esquipulas exprime dans son chapitre consacré à la démocratisation une conception qui est exactement celle que le Nicaragua applique. En effet, les pays signataires s'engagent à "mettre en oeuvre un véritable processus démocratique, pluraliste et participatif qui implique la promotion de la justice sociale, le respect des droits de l'homme, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale des Etats et du droit des nations à choisir en toute liberté et sans ingérences étrangères d'aucune sorte son modèle économique, politique et social".

Certains leaders de l'Eglise disent que la Contra veut établir au Nicaragua une démocratie de type occidental et la révolution "une démocratie d'une autre nature". Mais de quoi s'agit-il au fond? Aux Etats-Unis, entre le Parti républicain et le Parti démocrate, il n'existe aucune possibilité pour une autre formation, à moins que sa création n'ait été décidée par les multinationales. De toute façon elle ne peut être que semblable aux deux autres organisations politiques. Le bipartisme que ce pays connaît depuis toujours n'est pas le pluralisme. Au Honduras et au Salvador, les Etats-Unis soutiennent leurs champions mais la justice sociale et la souveraineté ne sont que rêves pour la majorité opprimée par la minorité. Au Costa Rica, créer un parti qui ait une chance quelconque est plus difficile que de soigner un cancer en phase finale.

Pour ceux qui n'ont jamais élevé la voix contre Somoza, qui ont perdu leurs privilèges et maintenant réclament la démocratie en cette étape de large participation populaire, parler de démocratie n'est pas une affaire de conception occidentale mais plutôt une attitude accidentelle.

#### L'INTEGRATION REGIONALE, SEULE ISSUE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE L'AMERIQUE CENTRALE

**Managua, juin (ANN).** A court et à moyen terme les cinq pays centraméricains devront affronter le grave défi de la dette extérieure comme un seul bloc, c'est-à-dire au moyen de l'intégration régionale, sinon le poids de la dette qui atteint actuellement près de 20 milliards de dollars, continuera d'être un frein pour le développement économique et social des pays de la région.

Des rapports de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), qui dépend de l'Organisation des Nations Unies, ont révélé récemment que les nations de l'Amérique centrale déboursent plus d'un milliard de dollars par an pour le seul paiement des services et intérêts. Les indicateurs de la CEPAL montrent qu'en 1987 la dette centraméricaine s'est accrue par rapport à 1986, en pourcentages qui vont d'1,6 % à

7,4 %, alors que le produit interne brut (PIB) per capita a indiqué des soldes négatifs que ne compensent pas quelques résultats positifs.

	EVOLUTION DE LA DETTE en %	EVOLUTION DU PIB en %
Costa Rica	1,6	0,2
El Salvador	2,3	0,4
Guatemala	3,0	- 0,4
Honduras	7,3	1,1
Nicaragua	7,4	- 1,7
total	21,6	- 0,4

La situation économique centraméricaine s'est aggravée à cause de la chute progressive, depuis 1980, des prix internationaux de la plupart des produits d'exportation des pays de l'isthme, entraînant des pertes importantes dans leurs exportations annuelles: le prix du café a chuté de 41 %, le coton de 31 % et le sucre est tombé de 83 %. Au cours de la seule année 87 l'Amérique centrale a perdu près d'un milliard de dollars, soit presque l'équivalent de ce qu'elle a dû payer en frais de service de la dette extérieure.

D'autres problèmes, non moins graves, tels que les convulsions politiques et sociales et la sécheresse ont profondément touché les économies de la région.

Le protectionnisme pratiqué par les Etats-Unis, le Japon et d'autres pays d'Europe occidentale est un autre facteur qui a contribué à l'augmentation de l'endettement et à la saignée des économies de la région. Il faut également signaler la réduction des quotas des produits de l'Amérique centrale qui étaient traditionnellement écoulés sur le marché étatsunien.

En ce sens, le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire Jaime Wheelock affirmait récemment que "l'échange inégal auquel les pays du Tiers-Monde ont été soumis est l'un des principaux facteurs qui détermine l'augmentation illimitée de la dette extérieure, laquelle, objectivement, n'est pas une cause mais un effet de la crise aiguë que traverse actuellement l'Amérique latine". Outre ses aspects purement économiques, l'échange inégal a aussi ses répercussions politiques. A titre d'exemple, après que le président du Costa Rica, Oscar Arias, eut annoncé son plan de paix pour l'Amérique centrale au mois de janvier 1987, le gouvernement des Etats-Unis a immédiatement réagi en interdisant les exportations de ce pays, et, pis encore, il s'est refusé pour la première fois à intervenir en faveur de ce pays centraméricain auprès des banques commerciales étatsuniennes.

L'exemple du Costa Rica illustre aussi l'endettement disproportionné des pays de la région pendant ces dernières années. En effet, au cours des trois premières années de cette décennie, sa dette extérieure a doublé, passant d'1,5 à 3 milliards de dollars.

Le Salvador, quant à lui, est débiteur de près de 2,5 milliards de dollars, le chiffre le plus bas de la région, tout en étant le pays qui reçoit le plus d'aide économique et militaire de la part des Etats-Unis. En effet, Washington lui a fourni la somme de 3 milliards de dollars au cours des dernières huit années, c'est-à-dire plus du total de sa dette extérieure.

Cependant, malgré la situation difficile de l'Amérique centrale quelques nouvelles modalités ont été mises en oeuvre pour tenter de pallier partiellement le problème de la dette extérieure. Par exemple, le Nicaragua a renégré sa dette de 211 millions de dollars envers le Guatemala, sur un délai de 15 ans avec des amortissements annuels. Si le gouvernement nicaraguayen respecte les délais prévus, le Guatemala ne percevra pas d'intérêts. Le Nicaragua a également commencé à payer en avril de cette année une dette de 6 millions de dollars au Honduras, avec des lots de tiges de métal et un premier versement de 500'000 dollars.

Par ailleurs le Costa Rica a entrepris des négociations bilatérales avec le Mexique pour renégocier sa dette de 130 millions de dollars (essentiellement la facture du pétrole). D'après les observateurs, le Costa Rica pourrait non seulement obtenir un taux d'intérêt préférentiel mais également établir un mécanisme qui lui permettrait d'effectuer des versements en rachetant des titres de valeur de la dette mexicaine à prix réduit, ce qui ferait figure de précédent en Amérique latine.

Il existe deux solutions éventuelles au problème de l'endettement centraméricain. La première est celle que donne la CEPAL: "S'il est vrai que le développement de l'isthme traverse l'un de ses moments les plus difficiles, les gouvernements des cinq pays considèrent encore la possibilité de l'intégration économique comme le seul élément plausible pour entreprendre la récupération".

La deuxième est celle qu'a exposée le ministre nicaraguayen de la coopération, Henry Ruiz, quelques instants avant de participer, au mois d'avril dernier à Rio de Janeiro, à la séance plénière de la vingt-deuxième session de la CEPAL, en tant que représentant de la région: "Il devrait y avoir deux solutions simultanées: que la dette soit pardonnée et qu'il y ait suffisamment de ressources en capital pour augmenter le développement dans des proportions qui permettent d'assimiler la croissance démographique, et ensuite que soient redéfinies les relations internationales".

Toutefois, la seule réalité qui s'impose en ce moment est que la dette extérieure latino-américaine s'avère pratiquement impayable. L'une des alternatives pour régler ce problème et soulager dans une certaine mesure la grave crise économique de l'Amérique centrale est l'intégration régionale. Elle permettrait, entre autres, aux Centraméricains de récupérer les capitaux importants qu'ils ont versés aux métropoles, en qualité de service et d'intérêts. Des pas ont été franchis pour que l'intégration régionale se réalise, par exemple la création du Conseil de coopération agricole (CORECA) et du Conseil centraméricain du tourisme, tous deux ayant leur siège dans la capitale nicaraguayenne.

### PANAMA: DOUZE MOIS DE MESAVENTURES POUR LES ETATS-UNIS

par Hernan Valle, service spécial de l'ANN

**Panama, juin (ANN).** Lorsque, le 6 juin dernier, la "croisade civile" a convoqué ses membres pour célébrer dans une église le premier anniversaire de sa création et de la crise politico-économique du Panama elle ne faisait pratiquement que confirmer la défaite de son action séditiieuse, a expliqué le président Manuel Solis Palma à l'ANN.

"Nous avons supporté pendant douze mois un martyre économique, subi des pressions et des chantages politiques, mais nous sommes sortis vainqueurs de cette épreuve parce qu'historiquement nous avons raison, parce que nous défendons la dignité nationale, la souveraineté de la patrie, l'avenir de nos enfants, l'honneur, l'orgueil des Panaméens", a signalé le chef de l'Etat.

D'après Solis Palma, "les pressions ont consisté en menaces économiques. Nos fonds ont été gelés et on nous a imposé un blocus économique, ce qui a entraîné le retrait des dollars en circulation et la fermeture totale du système bancaire (115 banques) à partir du 3 mars jusqu'au 9 mai dernier, c'est-à-dire pendant 68 jours.

Quelquefois je me demande quel autre pays, quel autre peuple ne possédant pas le potentiel nationaliste que nous avons, quel autre gouvernement n'ayant pas le recours des sentiments patriotiques de la population, aurait pu résister à une telle épreuve sans courber l'échine face à un adversaire aussi puissant que le gouvernement des Etats-Unis".

Interrogé sur le problème de l'isolement qu'a dû affronter le Panama en février, lorsque l'Assemblée nationale a destitué l'ancien président Erick Delvalle, substitué par Solis Palma lui-même: "En réalité, la démocratie n'est pas un problème de forme, c'est un problème de fond. Plus tard l'Amérique latine et le monde se sont rendus

compte de cela et la solidarité ne s'est pas fait attendre. Maintenant nous ne sommes plus seuls".

Mais l'expérience de la solitude a ses aspects positifs:

" Nous avons appris à reconnaître nos amis les plus proches. Dites au Nicaragua que nous n'oublierons jamais le geste du président Ortega qui nous a soutenu dans les pires moments. C'est comme lorsque quelqu'un est presque moribond et qu'il trouve un réconfort moral auprès de son frère. C'est ce que nous avons éprouvé".

Le lundi 6 juin, Solis Palma a prononcé un discours dans la province d'Herrera, au centre du pays, dans lequel il a fustigé l'habitude invétérée des politiciens panaméens d'attribuer des postes dans l'administration à leurs parents et amis, sortes d'employés fantômes qui ne travaillent pas mais touchent un salaire. "Il faut être honnête. Ce gouvernement doit rectifier beaucoup de choses, sinon il perdra de la crédibilité. Nous sommes pauvres et nous ne pouvons pas entretenir une armée de fantômes qui ne travaillent pas. Nous avons également l'intention de réduire de manière proportionnelle la bureaucratie. Nous traversons une grave crise économique et il s'avère nécessaire de procéder avec courage, sans craindre le coût politique de nos actions. Notre cible doit être la stratégie anti-colonialiste".

La crise est vraiment grave. A cause du blocus et du manque de monnaie en circulation, des centaines de petites entreprises de moins de vingt travailleurs ont fait faillite. D'autres, comme le signale Eduardo Rios, dirigeant du Conseil national des travailleurs organisés (CONATO) fermeront sans doute dans les mois à venir face à une situation difficile et presque sans issue.

Mais nous, les ouvriers, nous comprenons que c'est la faute de l'impérialisme et nous lutterons contre lui sur le terrain", a-t-il affirmé. Solis Palma conclut : "Il y a un an la sédition a commencé sous le prétexte de faire démissionner le général Noriega. Actuellement, l'oligarchie et la bourgeoisie se trouvent isolées et ne constituent qu'un petit groupe. Reagan et sa politique d'ingérence ont essayé une défaite au Panama. Nous avons survécu et nous gagnerons les prochaines batailles".

#### EN BREF :

#### LE GOUVERNEMENT NICARAGUAYEN PROPOSE DE RENOUER LES CONVERSATIONS AVEC LA CONTRA

Managua, juin (ANN). Le gouvernement nicaraguayen a proposé le 19 juin la reprise des conversations avec la Contra dans le but de continuer la négociation du cessez-le-feu définitif, momentanément suspendue par l'inflexibilité de la "Résistance".

Cette initiative, annoncée au cours d'une conférence de presse par le président Daniel Ortega, propose les 26, 27, 28 et 29 juin pour "continuer la discussion des 32 points présentés, le 18 avril dernier, par le Nicaragua et dont 20 ont déjà été approuvés". Ce document de base établit le cadre de référence des négociations avec la direction contrarévolutionnaire.

D. Ortega a reconnu que cette proposition se produit dans une "situation qui n'est pas facile" parce que les Etats-Unis sont "de toute évidence décidés à enterrer le processus de négociations". Il a aussi rappelé que dans les jours précédents les chefs de la Contra ont pris de contacts au Congrès, au département d'Etat, et dans d'autres institutions étatsuniennes "donnant l'impression que le processus de paix, dans lequel ils se sont engagés, est mort". Le président Ortega a rejeté cette position. "Nous n'acceptons pas qu'il soit mort", a-t-il dit.

C'est pourquoi le gouvernement nicaraguayen appelle les contras à respecter ce qu'ils ont signé. Cette proposition, a-t-il souligné, est "une autre preuve du sérieux avec lequel le gouvernement a mené ces négociations".

Le président Ortega a réitéré la position de son gouvernement de considérer "comme une violation" des accords d'Esquipulas et de Sapoa tout autre financement de la Contra par le Congrès: "Il serait totalement inacceptable pour le gouvernement du Nicaragua". Il a aussi manifesté son accord pour la réalisation d'un nouveau sommet des présidents centraméricains afin "d'évaluer la mise en application des accords d'Esquipulas dans tous les pays centraméricains". D. Ortega a précisé que c'est le vice-président du Guatemala qui lui en a fait la proposition au nom de Vinicio Cerezo.

## LE MAJOR WHEELOCK EVOQUE LA POSSIBILITE D'UNE PROVOCATION MILITAIRE DU HONDURAS

Managua, (ANN). Le major Ricardo Wheelock, chef des services de renseignements de l'armée sandiniste, a dénoncé le 18 juin la possibilité de provocations de la part de l'armée hondurienne sur la frontière entre le Nicaragua et le Honduras destinées à créer un incident entre les deux pays.

L'officier, qui a insisté sur "l'alliance" entre l'armée du Honduras et la Contra, a affirmé "qu'il n' est pas impossible qu' ait lieu une action désespérée et qu'ils tentent de monter une provocation comme le cherchent les Etats-Unis". Cette hypothèse est renforcée par le fait que, comme la preuve a été apportée, l'armée hondurienne continue à approvisionner la Contra "en fusils, munitions, uniformes et médicaments" et à lui offrir sa protection.

R. Wheelock a également dénoncé le coup publicitaire que la Contra a essayé de faire au Guatemala à l'occasion de la libération de 66 prisonniers qu'elle a en son pouvoir. Démentant certaines versions parues dans la presse, le major a expliqué que le ministère des Relations extérieures du Guatemala s'est refusé à autoriser la remise des prisonniers. Le vice-ministre Ariel Rivera "a informé notre ambassadeur que son gouvernement ne prêterait pas son territoire pour la libération des séquestrés car, selon des informations qu'il avait reçues, il s'agissait plus d'un "show" publicitaire que d'une opération humanitaire".

R. Wheelock a révélé que le nombre des nicaraguayens séquestrés depuis seulement 1985 s'élève à 4'500. Il a rejeté les affirmations de la Contra selon lesquelles, parmi les 66 prisonniers qu'elle était prête à rendre, il y aurait des membres de l'armée et de la direction générale de la sécurité de l'Etat.

R. Wheelock n'a pas exclu que dans la liste se trouvent des contras qui demanderaient ensuite asile au Guatemala et déclencheraient en une campagne antisandiniste. Le major a précisé que par exemple la première personne de la liste apparaît comme sous-lieutenant de la sécurité de l'Etat, ce qu'il a démenti. L'officier a précisé que la Contra a fait preuve de mauvaise volonté dans l'application de la trêve et a réalisé, entre la signature de Sapoá, le 23 mars, et le 5 juin, 185 attaques et 20 embuscades. "Ces faits n'ont aucune excuse et ce ne sont pas des erreurs" a précisé le major Wheelock. Il a par ailleurs donné des détails sur les vols d'espionnage effectués par les Etats-Unis qui utilisent des moyens techniques sophistiqués pour l'espionnage de nuit. Il a également signalé la présence de bateaux étatsuniens près des côtes nicaraguayennes contrôlant les mouvements, en particulier surveillant ce qui arrive dans le pays.

L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Telex: 375-1081, publie également des bulletins hebdomadaires, en allemand et en anglais. Directeur: Roberto García Bozo.

Prix d'abonnement pour particuliers : sfr 80.--/ff 300.--  
pour comités de solidarité : sfr 200.--/ff 500.--

Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

